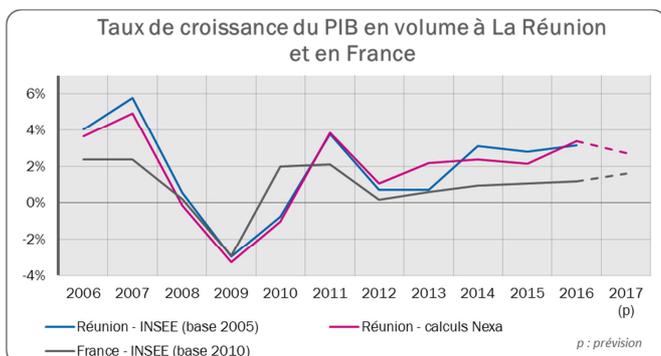


Les moteurs économiques maintiennent l'allure

Au premier trimestre 2017, l'économie réunionnaise bénéficiant globalement de vents porteurs, a poursuivi sa progression à un rythme soutenu. En atteste le chiffre d'affaires des entreprises réunionnaises déclaré pour le paiement de la TVA, en augmentation de 3,7% par rapport au premier trimestre 2016.

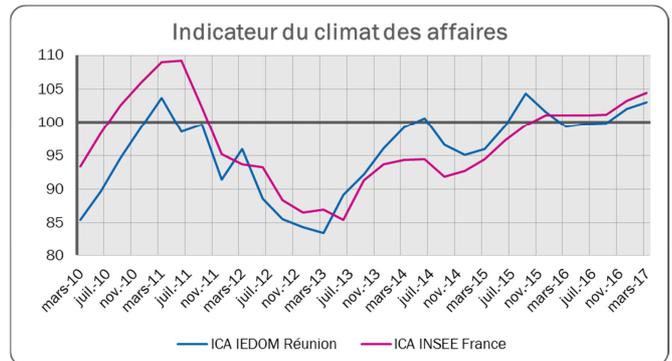
Au niveau social, la période a été également caractérisée par la campagne nationale pour les élections présidentielles. La Réunion n'a pas échappé aux rituels politiques avec les visites des différents candidats qui ont marqué l'actualité et occupé les débats.

Pour notre première estimation de l'année 2017, nous tablons sur une progression du PIB réunionnais à plus ou moins 2,7% de croissance en volume, légèrement en-deçà de l'année précédente (3,1% selon l'estimation CEROM), avec une poussée de la consommation qui compense un ralentissement de l'investissement.



Sources : INSEE, Cerom, Nexa

Nos prévisions sont construites à partir des comptes définitifs jusqu'à 2011 (base 2005), des comptes rapides CEROM (INSEE-IEDOM-AFD) et de modélisations économétriques reposant sur des indicateurs économiques (avec déflateur IPC).



Sources : IEDOM, INSEE

Les ménages soutiennent la consommation

En phase avec la dynamique économique ambiante, les ménages ont adapté leur comportement et ont confirmé leur appétence à consommer. Sur un an, les importations de produits courants s'inscrivent en hausse de 1,2% tandis que les biens d'équipements du foyer bondissent de 15,9%, pour des valeurs respectives de 248,4 M€ et 136,8 M€.

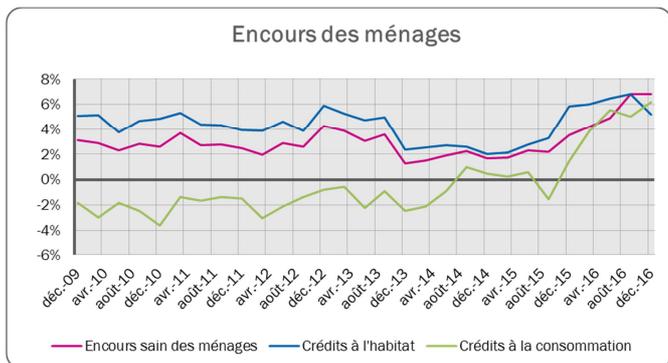
Sommaire :

- La tendance macro-économique
- La perception sectorielle
- Les évènements marquants récents
- Les perspectives à court et moyen terme

Observatoire régional de l'économie

Directeur de la publication : Gaston BIGEY
Rédaction : Frédéric LORION
Graphiques : Rekha GRIMOIRE
Conception et édition : Nexa
Contact : observatoire@nexa.re

Le nombre de salariés dans le secteur marchand évolue de sommet en sommet

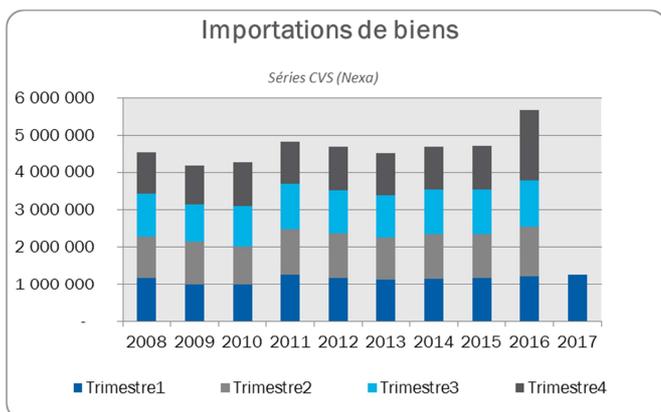


Source : IEDOM

La baisse des exportations de biens creuse le solde du commerce extérieur

Hors avions, les importations de l'extérieur ont atteint 1 165 M€ au premier trimestre. Elles ont augmenté de 2,5% par rapport au premier trimestre 2016 et de 3,6% en données cumulées sur un an.

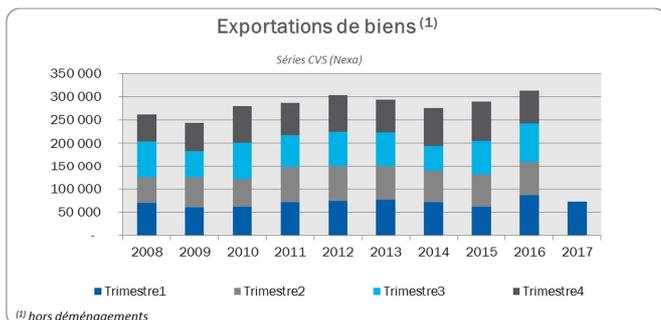
Leur progression reflète le dynamisme économique porté par la consommation et l'investissement. La plupart des postes sont concernés par cette augmentation et notamment les biens à l'équipement des ménages et des entreprises.



Source : Douanes

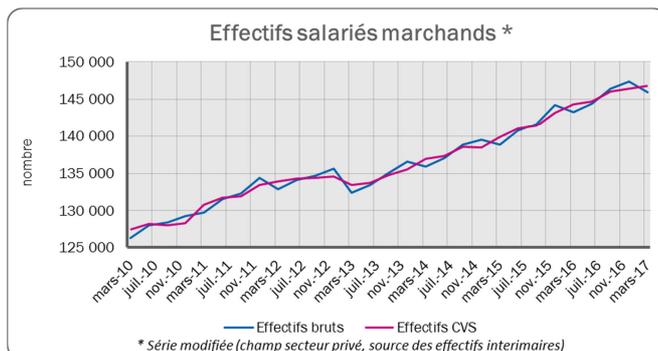
En revanche, les exportations comptabilisées pour un montant de 73,9 M€, s'inscrivent en recul de -16,5% en glissement annuel et de -6,3% en cumul une année.

Le poste des produits agro-alimentaires est le plus touché en raison notamment des fortes baisses touchant les livraisons de sucre et de poissons (respectivement -21% et -52% par rapport au premier trimestre 2016).



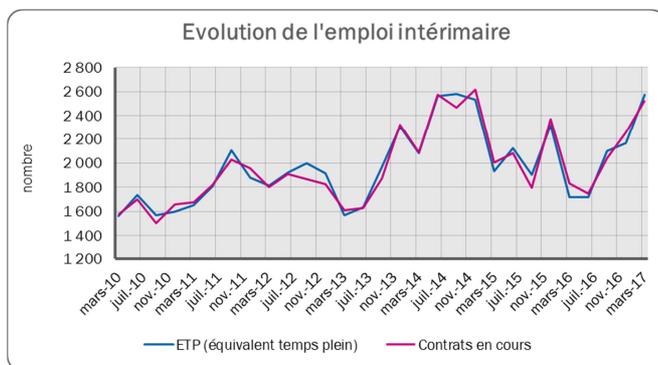
(1) hors déménagements

Source : Douanes



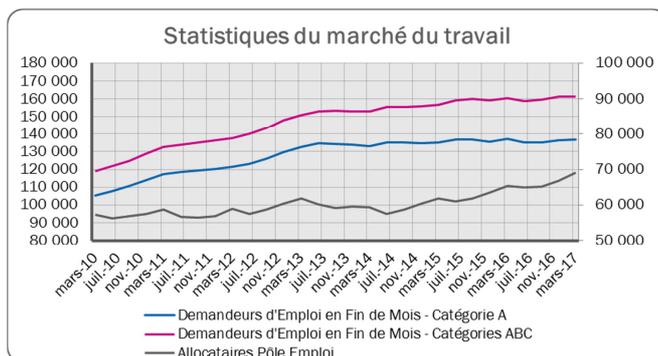
Source : ACOSS

De façon saisonnière, l'emploi salarié a marqué un léger ralentissement au premier trimestre, touchant la plupart des secteurs. Toutefois, en tenant compte de cette saisonnalité, les effectifs augmentent de 0,3% par rapport à la période précédente et de 1,7% sur un an. A fin mars, l'ACOSS recensait près de 147 000 salariés¹.



Source : Dares

Dans le même temps, près de 2 600 emplois intérimaires ont été sollicités, soit 50% de plus en un an. Cette variable d'ajustement de la main d'œuvre par rapport à l'activité envoie ici un signal fort, témoignant de la poussée économique vigoureuse.



Sources : DIECCTE, Pôle Emploi

Malgré cette dynamique sociale, la pression démographique et la hausse du taux d'emploi limitent tout juste l'impact sur le chômage. Si les demandeurs d'emplois se stabilisent à près de 137 000 dans la catégorie A, on en dénombre 1 000 supplémentaires dans la catégorie ABC à 161 400, laquelle intègre les contrats épisodiques.

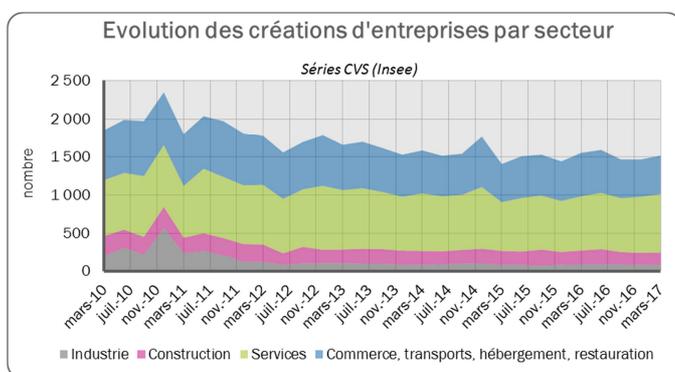
¹ A compter de 2017, l'ACOSS a procédé à des changements méthodologiques, concernant notamment la définition du champ du secteur privé. Des différences apparaissent donc par rapport aux précédentes analyses.

L'augmentation du nombre des allocataires sur cette période, de +6% en un an, permet d'amortir en partie la précarité sociale, notamment pour les plus de 50 ans de plus en plus évincés du marché du travail.

● La propension à entreprendre se redresse lentement

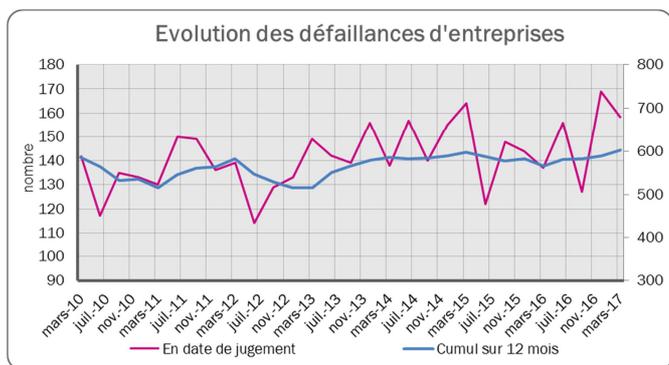
Avec 1 543 nouvelles entreprises au premier trimestre 2017, les créations ont rebondi de 5,2% par rapport au trimestre précédent. Elles concernent quasiment l'ensemble des secteurs, dont principalement les « autres services » à 7,3%, le groupe « commerce, transport, hébergement et restauration » à 5,0% et la construction à 3%. Seule l'industrie reste en recul de -4,5% sur le trimestre. La tendance baissière sur le moyen terme cependant n'est pas résorbée puisque sur une année les créations diminuent encore de 2%.

En termes de statut, le régime des micro-entrepreneurs a nettement rebondi, avec 7,5% de plus sur le trimestre. Minoritaire, il représente à peine 18% du total soit 273 entités créées sur la période, contre 518 sociétés et 542 entreprises individuelles.



Source : INSEE

S'opposant à ce mouvement fécond, l'augmentation des défaillances au premier trimestre rappelle la vulnérabilité du modèle économique réunionnais, caractérisé par une atomisation du tissu d'entreprises. Le nombre d'incidents cumulés sur les douze derniers mois a augmenté de 6,5% en un an.

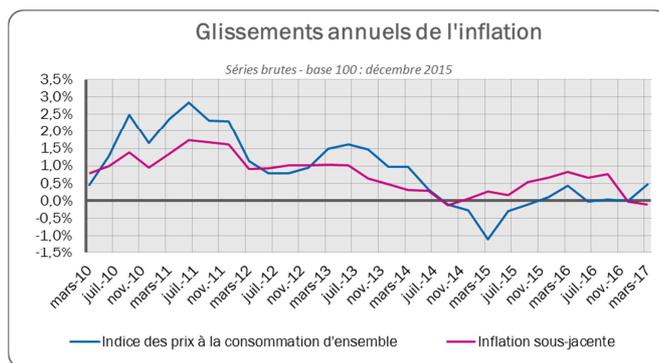


Source : INSEE

● Le pouvoir d'achat bénéficie d'une inflation quasi nulle

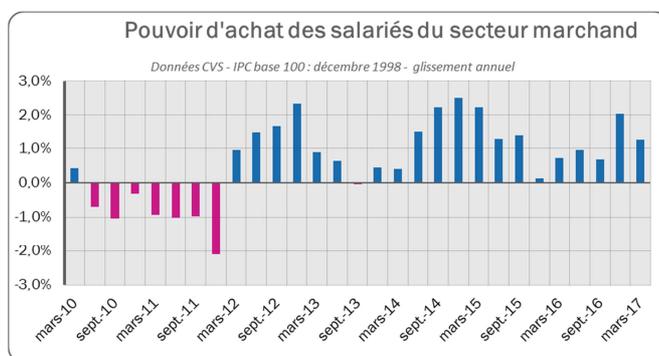
Les prix ont légèrement augmenté à La Réunion au premier trimestre, à 0,5% (contre 1,2% en France métropolitaine). Origine principale de cette hausse, le poste « énergie » s'accroît de 9,5% en un an en raison du renchérissement des produits pétroliers.

A contrario, le volet « services de communications » a freiné la progression de l'indice, en reculant de -5,1% sous l'effet des baisses de tarifs des opérateurs mobiles et internet.



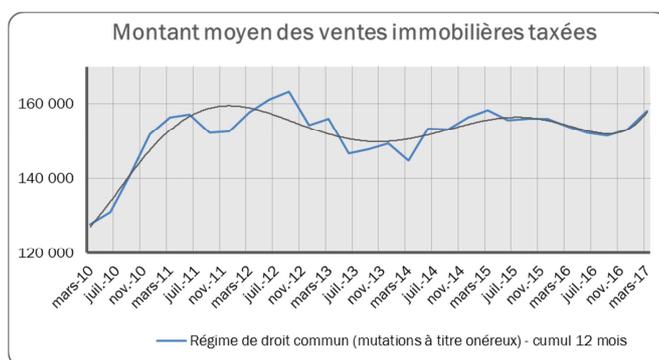
Source : INSEE - calculs Nexa

Gommant les soubresauts de l'indice général par élimination des facteurs les plus instables (énergie et alimentation notamment), l'inflation sous-jacente a diminué sur le trimestre pour entrer en zone négative, marquant ainsi une tendance divergente.



Sources : ACOSS, INSEE - calculs Nexa

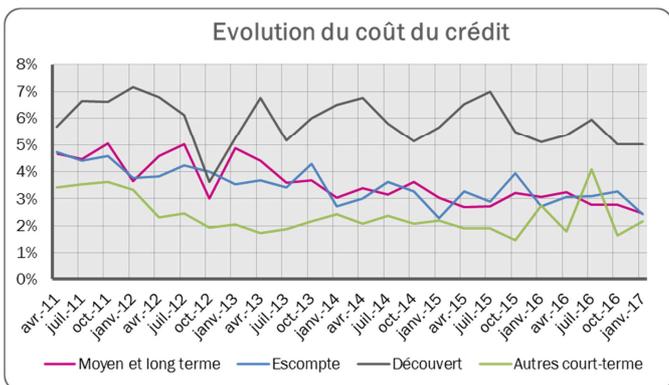
De facto, le différentiel entre la croissance du salaire moyen par tête, mesuré à 1,7% sur la période, et l'évolution de l'indice général des prix, a généré un gain théorique de pouvoir d'achat de 1,2% pour les salariés du secteur marchand, hors impact fiscal et tabac.



Source : CGEDD/MEDOC

Sur le marché de l'immobilier, la hausse des prix de vente s'est accentuée par rapport au trimestre précédent. A plus de 158 000 euros, le montant moyen des transactions bondit de 3,3% en glissement trimestriel et de 2,8% en glissement annuel. La vente de logements de plus grande taille pourrait expliquer cette envolée, la valeur des appartements au mètre-carré restant orientée à la baisse selon la source des Notaires de France.

● L'investissement des entreprises favorisé par les taux bas



Source : IEDOM

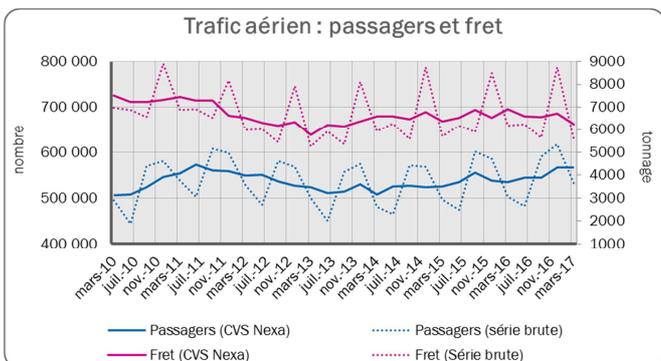
En début d'année, le coût du crédit offert par les banques locales pour les entreprises réunionnaises restait attractif. Positionnés sous un taux à 2,5%, les crédits de moyen long terme destinés à l'investissement ont donc permis de dégager des marges de manœuvre supplémentaires pour réduire les charges financières.

En prévision d'une hausse annoncée, conséquence de la remontée entamée des taux directeurs aux Etats-Unis, les entreprises auront donc logiquement arbitré en faveur de nouveaux emprunts pour financer le renouvellement ou l'extension de leurs capacités de production. Certains auront également anticipé la baisse des taux réels, conséquence de l'augmentation des prix.

Les tendances sectorielles

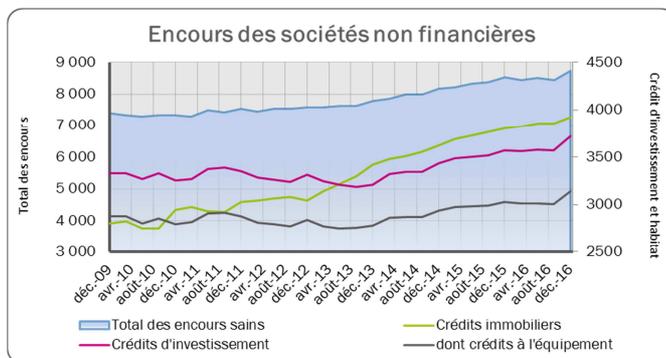
Si la trajectoire macro-économique semble globalement flatteuse au premier trimestre 2017, les indicateurs sectoriels en précisent les contours plus ou moins inégaux selon les angles d'observation.

● Les transports passagers et marchandises accompagnent la progression générale



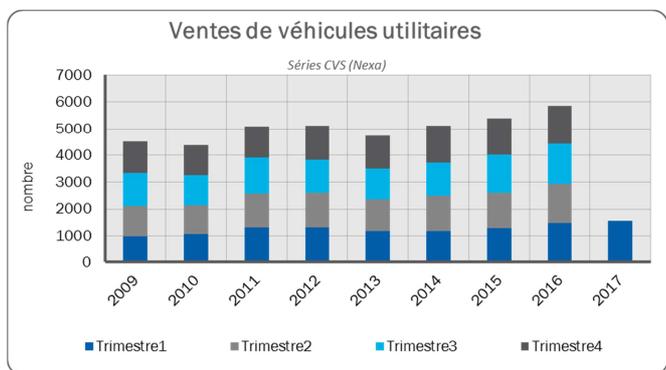
Sources : Aéroports Pierrefonds et Roland Garros

Près de 532 000 passagers ont franchi les portes des aérogares entre janvier et mars 2017. Par rapport au premier trimestre 2016, le **trafic aéroportuaire** a augmenté de 5,7%. Pierrefonds (22 150 PAX) a reculé de 10,1% en termes de fréquentation au profit de Roland Garros (509 505 PAX) qui progresse de 5,8%.



Source : IEDOM

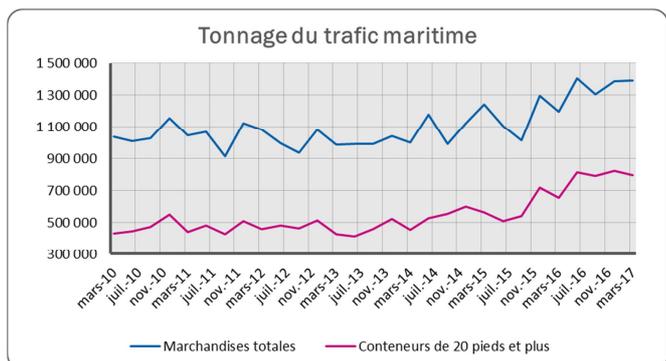
Avec un total de 1 560 véhicules utilitaires vendus au premier trimestre, en hausse de 4,3% sur un an, les flottes ont de nouveau été confortées par les professionnels. L'ensemble des catégories, poids lourds, transport en commun et véhicules légers, ont alimenté ce mouvement.



Source : FCA - Soes RSVERO depuis 2012

Les visiteurs en provenance ou à destination de la métropole constituent toujours le flux principal (en hausse de +1%) mais les réunionnais ont été nombreux à visiter les pays de la zone : Maurice (+5%), Madagascar (+12%), Afrique du Sud (+74%), Thaïlande (+112%), Inde (+158%).

Le **trafic maritime**, logiquement corrélé au commerce extérieur, bondit de 16,5% en termes de tonnage total de marchandises échangées. L'activité transbordement développée depuis fin 2015, a trouvé son rythme de croisière et a contribué à améliorer les chiffres de la plateforme portuaire. Le nombre de container manutentionnés a progressé de 53,2% en un an.

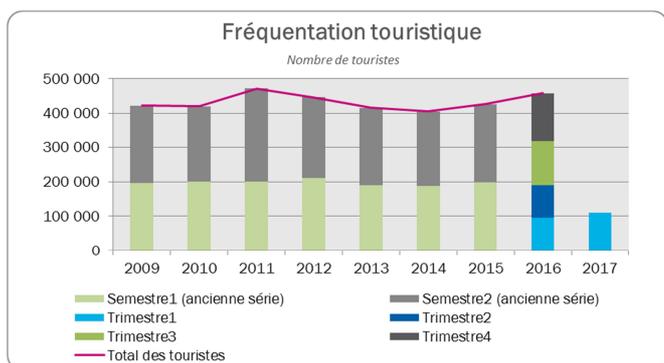


Source : Grand Port Maritime de La Réunion

Les **transporteurs routiers**, sont toujours mobilisés pour l'approvisionnement des gros chantiers, en sus de la distribution des biens de consommation sur le territoire. Par rapport au premier trimestre 2016, le nombre de poids lourds a augmenté de 5%. Le transport de passagers gagne également en volume puisque le réseau compte 9% de véhicules de transports en commun en plus.

● L'embellie touristique se confirme sur l'ensemble du territoire

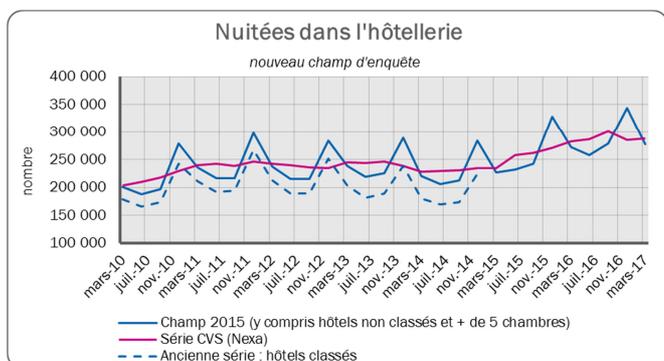
Malgré le creux habituel de début de saison, les professionnels du tourisme ont bénéficié d'un nombre de visiteurs en augmentation. 109 880 touristes ont été recensés de janvier à mars 2017 selon l'enquête IRT/MTA, soit 16% de plus (ou 15 000 personnes) par rapport au premier trimestre 2016.



Source : INSEE, IRT/MTA

Cet afflux se répercute moindrement sur la **fréquentation hôtelière** qui affiche une hausse de 2% par rapport au début de saison 2016, avec 277 000 nuitées. Le différentiel, important comparé au nombre de touristes supplémentaires, pourrait s'expliquer par une clientèle majoritairement « loisirs » (affinitaire et familiale), préférant un mode d'hébergement chez les parents, amis ou relations.

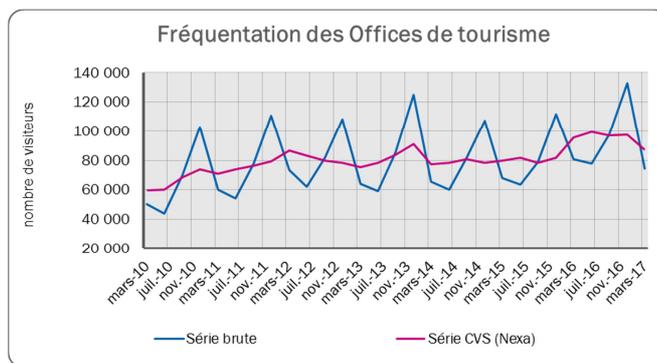
La catégorie des hôtels 3 étoiles, qui capte le plus de clients, a progressé de 2,3% alors que le segment haut de gamme (4 ou 5 étoiles) a reculé de -3,4% en nombre de nuitées sur un an. Mais ce sont les établissements non classés qui ont le mieux profité de la saison avec une croissance annuelle de 13,2%. Dans l'ensemble, le **taux d'occupation** s'est amélioré de 3,7 points en un an, à 59,8%.



Source : INSEE – enquête de fréquentation touristique

Nos pitons, cirques et remparts semblent avoir été attractifs puisque les gîtes de montagne enregistraient une nette hausse de 9%, de même que les sentiers

forestiers avec 8,6% de randonneurs en plus.



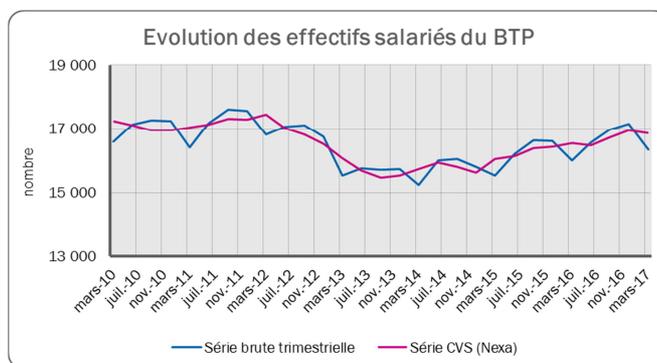
Source : FRT

En contradiction avec les résultats précédents, les **offices de tourisme intercommunaux** ont subi une baisse de fréquentation sensible de 8,4% au premier trimestre, affectant principalement les OTI du Nord et de l'Est, alors que l'Ouest se distinguait avec une forte recrudescence de 32%.

L'éruption volcanique de 28 jours durant quasiment tout le mois de février, pendant laquelle 10 millions de m³ de laves ont été émises, ainsi que la première programmation des Francofolies à La Réunion ont constitué les faits marquants du début d'année.

● Le bâtiment et les travaux publics en progression malgré la pause estivale

Traditionnellement affectés par les congés annuels en janvier, les effectifs du BTP fléchissent au premier trimestre 2017 à 16 340 salariés. La comparaison sur un an atteste d'une amélioration de 2% par rapport à la même période en 2016.



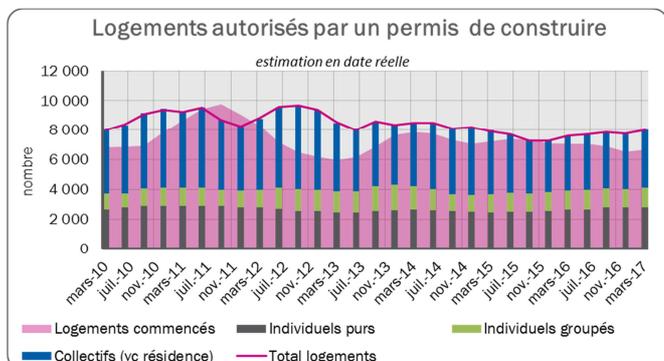
Source : CCP BTP

La commande publique qui caractérise plus de 80% de l'activité de la construction est restée dynamique grâce au chantier hors normes de la Nouvelle Route du Littoral dont les dépenses, à hauteur de 31,1 M€ sur le premier trimestre, ont augmenté de 15% par rapport à l'année dernière. Au total, les investissements routiers de la Région et du Département ont connu une forte progression de 21% à trimestre comparable, à 40 M€.

En termes de bâtiments (collèges, lycées, aérogares...), les principaux maîtres d'ouvrage publics ont investi 16,4 M€ au cours des trois premiers mois, soit 10,4% de plus en un an. Dans les communes, les plus grosses opérations concernent des réhabilitations ou des constructions de groupes scolaires, principalement à St Benoit, Ste Suzanne ou Salazie.

Le secteur du logement en revanche ne décolle toujours pas. Si les autorisations de construire ont progressé de 5,3%, à 8 000 logements autorisés en cumul à fin mars, les mises en chantier régressent de 5,7% dans le même temps, avec 6 667 logements démarrés sur les douze derniers mois.

Le logement social, représentant l'essentiel de la production, est en perte de vitesse. Les encours de travaux, estimés à 5 230 logements, diminuent de 14% par rapport à l'année précédente.

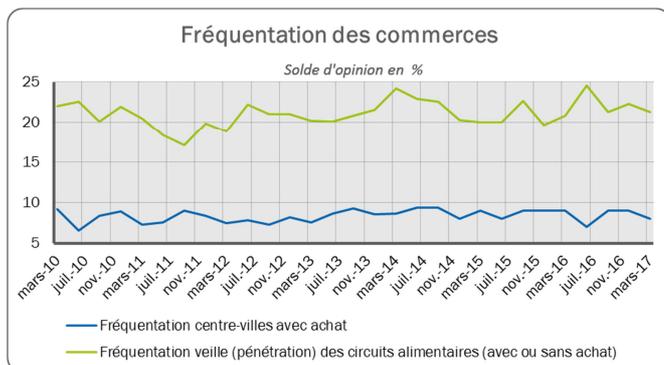


Source : CGEDD - SOeS/Sit@del2

Les commerces alimentaires en recul au profit de l'équipement automobile

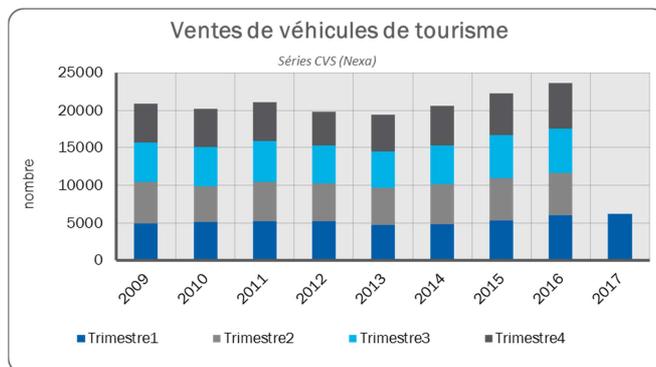
La période post-fêtes et les vacances scolaires en janvier ont habituellement pour effet de détourner la fréquentation des pôles commerçants. Les soldes, ouvertes dès février, n'ont pas vraiment permis de rattraper la clientèle.

Par ailleurs, l'indice de vente des produits de grande consommation (alimentation et entretien) calculé par IPSOS, a chuté de 3 points au premier trimestre, en deçà des niveaux des années antérieures.



Source : IPSOS

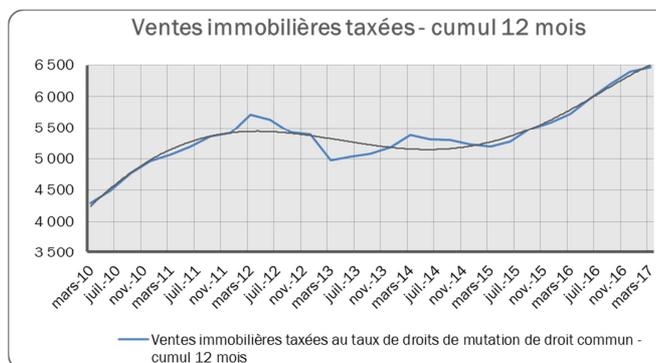
Parallèlement, avec 6 100 voitures immatriculées, en hausse de 2,6% par rapport au premier trimestre 2016, et de 3,9% en cumul sur un an, les concessionnaires automobiles ont pu garder le sourire. Depuis 2013, la tendance ne faiblit pas et marque au contraire l'importance du secteur automobile dans la consommation des ménages à La Réunion.



Source : SICR - Fichier central des automobiles

Les transactions immobilières ralentissent mais restent élevées

Favorisées par les taux encore bas et la mise sur le marché de produits arrivés en fin de défiscalisation, les **transactions immobilières** ont augmenté au premier trimestre, avec près de 6 500 ventes. En hausse de 12,8% en cumul sur une année, le marché ralentit légèrement mais affirme toujours son dynamisme.

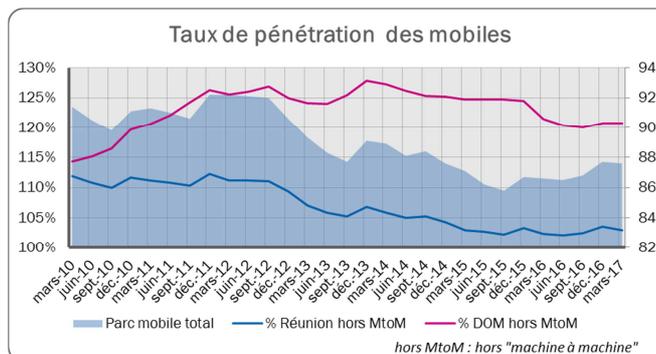


Source : CGEDD-MEDOC

La filière numérique entre investissements et baisse des prix

Les opérateurs de télécommunications à La Réunion sont en pleine agitation. Entre l'internet fixe, basculant graduellement vers la fibre et le très haut débit, et le mobile qui digère à peine la 4G et qui se prépare à une guerre tarifaire, d'importants investissements sont en cours de réalisation pour assurer la meilleure couverture tant en qualité qu'en quantité.

Pour autant, la **téléphonie mobile** à La Réunion est un marché mature, à 877 000 terminaux, le taux de pénétration des appareils stagne à 103%.



Source : ARCEP

Les événements marquants récents

Janvier

◆ Emploi

Soutenus par Business France, le ministère des Outre-mer, Pôle Emploi et Ladom ont signé un accord tripartite pour favoriser la **mobilité internationale des ultramarins**. Ce partenariat vise à créer des opportunités pour les demandeurs d'emploi et à renforcer l'intégration des Outre-mer dans leur bassin d'emploi océanique.

◆ Transport aérien

L'organisation des vols a été perturbée par un mouvement de **grève à Air Austral**. Un protocole d'accord a été approuvé après 10 jours de conflit dont les revendications portaient sur l'amélioration des conditions de travail et la pérennisation de contrats à durée déterminée au sein de la compagnie régionale.

La concurrence s'ouvre sur les lignes régionales. La compagnie Corsair a inauguré sa nouvelle **liaison Réunion-Mayotte**. Proposée à raison de 2 fréquences hebdomadaires, le trajet s'effectue en Airbus A330.

Février

◆ Société

Le GEVEC (groupement d'étude vétérinaire sur l'errance des carnivores) a participé à la signature de la Convention cadre entre la Préfecture de La Réunion et les EPCI pour le **plan de lutte contre l'errance animale**. Doté d'un financement de 600 000 € sur 3 ans, il doit renforcer les interventions de stérilisations et de lancer une étude de grande ampleur sur la situation locale.

◆ Fiscalité

En permettant d'ouvrir les **Fonds d'Investissements de Proximité** (FIP) ultramarins à tous les contribuables français, la loi « Egalité réelle outre-mer » contribue désormais à renforcer les fonds propres des entreprises dominiennes.

◆ Tourisme

La Réunion s'est vue attribuée le statut de partenaire officiel du **Guangzhou International Travel Fair**. Accompagnés par l'IRT, les acteurs majeurs du tourisme local ont ainsi bénéficié d'une visibilité exceptionnelle, de rencontres professionnelles et d'opérations commerciales, destinées à accroître la clientèle chinoise dans l'île.

Mars

◆ Visite ministérielle

En visite officielle, le **ministre de l'Intérieur**, Bruno LEROUX, est venu rencontrer les services administratifs mobilisés sur le « Plan Préfectures Nouvelle Génération » et a présenté les moyens engagés dans la lutte contre la délinquance.

◆ Tourisme

Très attendue par les professionnels du tourisme réunionnais et notamment les compagnies aériennes, la **suppression des visas de transit** pour les ressortissants indiens a été rendue effective. Cette décision permettra à La Réunion de renforcer l'afflux de passagers en provenance de l'Inde.

◆ Coopération régionale

Dans le cadre du programme opérationnel INTERREG V OI, la Région Réunion a inauguré une nouvelle **antenne économique aux Comores**. Installée à Moroni, elle vise à renforcer les échanges économiques entre les 2 îles, à promouvoir les pôles de compétences et à améliorer le dispositif de Volontaires de solidarité internationale.

◆ Numérique

L'association Digital Réunion a présenté son plan d'action 2017 pour la **French Tech**, relevant de la thématique e-santé et articulé autour de 5 axes : l'environnement des start-ups, la formation et la recherche, le financement, les échanges événementielles.

La Région Réunion, la CCIR et l'AFPAR ont inauguré l'**École Régionale Supérieure du Numérique** à St André. Réalisé en partenariat avec l'Institut d'Ingénierie Informatique de Limoges (3iL CCI de Limoges), le nouveau pôle d'excellence propose 2 formations pour 22 apprentis.

◆ Culture et littérature

Le Salon du Livre qui s'est tenu à Paris a été l'occasion pour l'association **La Réunion des livres** de promouvoir la culture réunionnaise. Les auteurs et éditeurs se sont fait connaître au travers de leurs ouvrages de littérature, poésie ou bande-dessinée.

◆ Europe

La Commission Européenne a validé l'exclusion de l'octroi de mer du périmètre du **Règlement général d'exemption par Catégories** (RGEC). Ce sont 400 M€ d'aides qui sont ainsi sécurisées pour les économies des Régions ultrapériphériques (RUP).

Le **4ème Forum des RUP** s'est tenu à Bruxelles sur le thème « Les RUP, terre d'Europe dans le monde », au cours duquel plusieurs points essentiels aux régions ultrapériphériques ont été traités dont l'article 349 du TFUE et l'intégration dans les marchés voisins, ou encore la croissance bleue et l'économie circulaire.

Auparavant, les îles européennes ont signé la « **Déclaration des îles intelligentes** » au Parlement Européen, destinée à faire émerger le potentiel en matière d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique, de mobilité durable et de gestion des déchets.

Enquête auprès des dirigeant(e)s d'entreprises réunionnaises

Méthodologie :

Réalisée auprès d'un panel de 298 entreprises (20 à 30 par secteur d'activité) du 23 mars au 6 avril 2017 par l'institut IPSOS pour le compte de Nexa, l'enquête présente les soldes des opinions des chefs d'entreprises des principaux secteurs d'activité selon plusieurs axes d'analyse. Les résultats sont redressés selon les données de l'INSEE (établissements actifs au 31/12/2012) :

- Au niveau global, en fonction du poids réel de chaque secteur d'activité
- Par secteur d'activité, en fonction du poids de l'effectif salarié



Baromètre 1T 2017	DEMANDE DU MARCHÉ	CHIFFRE D'AFFAIRES	MARGE ET RENTABILITE	PRIX DE VENTE	EFFECTIF SALARIE	FORMATION	INVESTISSEMENT	CAPACITE DE PRODUCTION	SOURCES DE FINANCEMENT	STOCK	ECONOMIE REUNIONNAISE
VS prévisions du TRIMESTRE											
Industrie Biens de conso.	-31%	-48%	-41%	-5%	-10%	-4%	-10%	-13%	-15%	-17%	-68%
Industrie Autres	13%	-12%	-9%	-10%	-1%	11%	0%	18%	18%	25%	-43%
Commerce de détail	-44%	-35%	-15%	-14%	-14%	-10%	-17%	-9%	-4%	-9%	-52%
Commerce de gros	-6%	-7%	-9%	-4%	-24%	-24%	12%	-5%	-11%	9%	-46%
Construction	-23%	-26%	-49%	-18%	-30%	-16%	-41%	-25%	-28%	-17%	-31%
Transports marchandises	-20%	-39%	-19%	-3%	-8%	0%	7%	-12%	-3%	0%	-19%
Transports passagers	-30%	-23%	-27%	-11%	-15%	7%	0%	-7%	4%	-4%	-38%
Numérique	0%	4%	-20%	-7%	0%	30%	6%	20%	-7%	3%	-23%
Hôtels et restaurants	-21%	-19%	-29%	-11%	-9%	-4%	1%	-3%	-34%	-16%	-17%
Autres services marchands	5%	-5%	-11%	10%	-9%	10%	-4%	0%	4%	-10%	-26%
TOTAL	-13%	-18%	-21%	-4%	-14%	-2%	-9%	-6%	-7%	-7%	-36%
VS TRIMESTRE précédent											
Industrie Biens de conso.	-26%	-12%	-36%	0%	-9%	-10%	-9%	-2%	-6%	8%	-68%
Industrie Autres	-10%	-4%	-14%	-7%	-3%	2%	-6%	-10%	-14%	-14%	-40%
Commerce de détail	-12%	-11%	-4%	2%	-3%	1%	-17%	8%	-1%	5%	-11%
Commerce de gros	0%	-44%	-12%	4%	-19%	-19%	5%	-1%	-14%	-6%	-26%
Construction	-6%	-13%	-33%	-9%	-17%	-21%	-28%	-16%	-5%	-17%	-15%
Transports marchandises	-4%	-11%	-23%	-7%	4%	3%	7%	4%	0%	0%	-11%
Transports passagers	-19%	-30%	-19%	-8%	-4%	0%	-4%	-12%	4%	-8%	-12%
Numérique	-26%	-30%	-14%	-16%	3%	14%	7%	3%	-3%	-10%	-30%
Hôtels et restaurants	-24%	-17%	-26%	-2%	0%	8%	-5%	-7%	-16%	-11%	-8%
Autres services marchands	-5%	-13%	3%	1%	-12%	14%	-4%	3%	4%	0%	-26%
TOTAL	-10%	-17%	-12%	-2%	-10%	0%	-8%	-1%	-3%	-4%	-24%
VS TRIMESTRE Prochain											
Industrie Biens de conso.	-2%	8%	-9%	-4%	-14%	19%	3%	6%	-12%	12%	-7%
Industrie Autres	17%	29%	11%	5%	3%	31%	44%	29%	21%	19%	24%
Commerce de détail	33%	22%	10%	4%	4%	6%	6%	15%	0%	27%	14%
Commerce de gros	47%	40%	12%	0%	4%	14%	32%	6%	-9%	-13%	5%
Construction	-16%	11%	-15%	-3%	-15%	-1%	-5%	1%	-10%	-3%	-12%
Transports marchandises	15%	8%	20%	4%	7%	4%	26%	19%	7%	4%	4%
Transports passagers	38%	31%	4%	0%	4%	31%	23%	19%	4%	0%	16%
Numérique	23%	30%	-10%	-14%	3%	23%	10%	16%	3%	-3%	17%
Hôtels et restaurants	-14%	-7%	-19%	-11%	-5%	6%	0%	-2%	-22%	-6%	5%
Autres services marchands	15%	15%	22%	14%	5%	23%	13%	27%	4%	0%	10%
TOTAL	14%	18%	7%	4%	0%	14%	12%	15%	-2%	3%	6%

Exemple de lecture du tableau :

: représente l'évolution des valeurs issues des enquêtes précédentes, avec les derniers points (foncés) et les points bas (clairs).

-68 % : représente l'écart entre les industriels de biens de consommation qui pensent que l'économie réunionnaise se portera mieux au deuxième trimestre 2017 par rapport aux constats du premier trimestre, et ceux qui pensent

qu'au contraire l'économie locale se dégradera en ce milieu d'année. Par conséquent, un solde d'opinion négatif traduit un plus grand nombre d'entreprises pessimistes quant à l'indicateur concerné.

Les commentaires du baromètre Nexa/Ipsos pour les TPE/PME

◆ Ensemble des secteurs

A l'inverse de la situation analysée au travers des données macro-économiques, l'année 2017 semble avoir débuté difficilement pour les chefs d'entreprises réunionnais interrogés dans notre enquête : selon leurs déclarations, le niveau d'activité n'a jamais été aussi bas, l'effectif salarié diminue et la vision de l'économie réunionnaise est de nouveau morose après un dernier semestre 2016 plutôt encourageant.

Pour contrer ces mauvais résultats, les dirigeants se sont appuyés à la fois sur une hausse des prix et sur une meilleure utilisation des capacités de production pour augmenter leur rentabilité.

A court terme toutefois, les indicateurs de perception sont au vert, avec un espoir de relance de l'activité, de la formation et de l'investissement.

◆ Industries

Les industriels de biens de consommation s'estiment les plus déçus par l'économie locale avec un solde d'opinions qui n'a jamais été aussi bas (-68%) ! La « faute » a une demande du marché et des indicateurs de marge qui reculeraient par rapport à la fin d'année. Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprises prévoient un chiffre d'affaires stable et positif malgré une demande en retrait.

Les autres industriels sont aussi plus pessimistes quant à l'économie réunionnaise malgré une activité qui se serait légèrement améliorée en début d'année. Les professionnels anticipent au second trimestre une stabilité de la demande du marché et donc de l'activité, et se concentrent leurs efforts sur la formation et l'investissement.

◆ Transports routiers de passagers

Douche froide pour les transporteurs de passagers (bus et taxis) qui ont vu leur activité chuter brutalement entraînant tous les indicateurs (emploi, investissement) avec eux.

Cela étant, ils espèrent pour le trimestre suivant, une hausse de la demande, entraînant une bonne utilisation des capacités de production ainsi qu'une progression du chiffre d'affaires et de la rentabilité.

◆ Transports routiers de marchandises

Comme en 2016, les transporteurs de marchandises considèrent que leur activité s'est dégradée en début d'année. Pourtant, pour le deuxième trimestre consécutif, les professionnels déclarent continuer à investir et à recruter.

Les dirigeants sondés tablent comme d'habitude sur une reprise des affaires au second trimestre, accompagnée d'investissements.

◆ Hôtellerie/restauration

Selon les professionnels du secteur, l'activité de l'hôtellerie/restauration est restée stable sur courte et longue période. Pour eux, ce début d'année a été favorable à la formation des salariés.

Concernant le prochain trimestre, l'optimiste règne toujours malgré une activité attendue stable et des prix de vente estimés en baisse.

◆ Numérique

Pour le secteur numérique, les résultats du sondage se sont avérés décevants et inférieurs au trimestre précédent, avec des soldes d'opinions en recul sur le recours au crédit bancaire et les investissements.

Les professionnels escomptent à court terme une activité en hausse accompagnée d'une baisse des prix de vente et de la marge.

◆ Commerce de gros

Selon leurs déclarations, les grossistes ont souffert d'un manque d'activité avec une baisse du chiffre d'affaires qui s'est avérée plus forte que prévue. Le nombre de salariés diminue et la formation recule.

Les commerçants espèrent cependant une réelle reprise au second trimestre, avec de l'investissement et la formation des salariés, ainsi qu'une légère reprise des embauches.

◆ Commerce de détail

Au premier trimestre, les commerçants de détail ont indiqué avoir augmenté les prix de vente et les marges face à une activité stable. Ils ont davantage mobilisé le crédit bancaire et la formation.

Pour le trimestre suivant, tous les indicateurs sont au vert : les détaillants prévoient une activité stable mais une forte progression des commandes et du chiffre d'affaires, qui s'accompagne d'une hausse des prix de vente et des niveaux de marge. La formation et l'investissement ne sont pas pour autant oubliés et on observe des signes positifs pour l'embauche.

◆ BTP/construction

Les résultats sont ressortis conformes aux prévisions négatives du secteur BTP/Construction : pour les entrepreneurs, l'activité s'est fortement ralentie au premier trimestre. On peut juste noter le recours au crédit bancaire en progression par rapport à l'an dernier.

De bonnes anticipations sont perçues pour le prochain trimestre, avec une amélioration de l'activité et des niveaux d'utilisation des capacités de production. Néanmoins, la demande du marché et l'effectif salarié restent en retrait.

Les perspectives à court et moyen terme

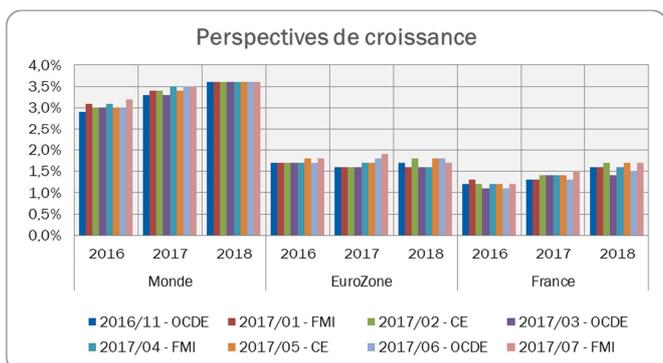
◆ La scène internationale

Fait assez rare pour être mentionné, les perspectives de croissance de l'économie mondiale pour 2017 ont été successivement revues à la hausse au cours des récentes présentations des institutions financières internationales. L'optimisme marque les différentes analyses qui convergent vers une croissance à 3,5%.

Pour 2018, l'unanimité est là aussi exceptionnelle, avec une conjonction des estimations à 3,6%.

Cette amélioration générale provient de réajustements parmi les pays contributeurs de la croissance. Les Etats-Unis devraient notamment connaître une croissance moins robuste que prévue : 2,1% au lieu des 2,5% voire 3% envisagés. En cause, la difficile application des mesures expansionnistes annoncées par le gouvernement Trump – ouverture du crédit, dépenses publiques, baisse des impôts, relocalisations... - censées accélérer la machine américaine.

A l'inverse, la Chine a vu son objectif 2017 relever à 6,5% (contre 6,2% précédemment estimé). Malgré ce rythme, le pays voit sa croissance s'essouffler un peu plus chaque année.



Source : Communauté Européenne, FMI, OCDE, OFCE

◆ La situation européenne

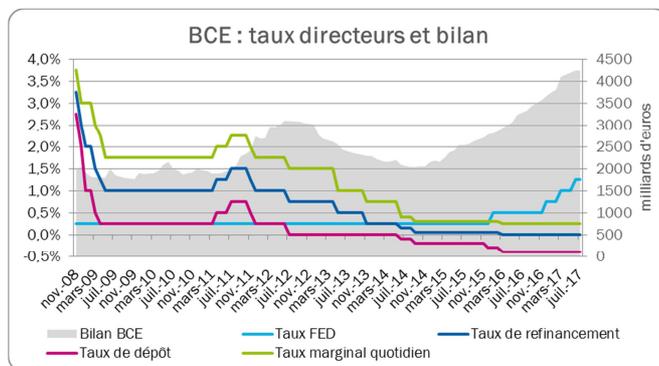
La zone euro quant à elle semble retrouver des couleurs puisque les dernières prévisions ont été relevées en 2017 (1,7%) et devraient encore s'accroître en 2018 (1,8%). Cet « exploit » doit cependant être nuancé, l'union monétaire affichant depuis une décennie les plus mauvais scores, la croissance reste malgré tout minime et fragile.

Les politiques monétaires menées par les banquiers centraux sont d'ailleurs diamétralement opposées. La Federal Reserve a procédé en juin, à une nouvelle hausse de 25 points de base de son taux directeur à une fourchette de 1 à 1,25 %, contre 0,75 % à 1 % auparavant.

Après une longue période d'atonie de 7 ans, l'établissement américain qui avait réagi très tôt à la crise des subprimes en 2008 a réinitialisé sa posture à

partir en 2015 et a accéléré son intervention dès la fin d'année 2016.

La Banque Centrale Européenne de son côté, n'a pas varié d'un iota sa configuration de taux bas ni son programme massif de rachat de dettes (60 Md€ par mois depuis avril), dont la date de fin n'est pas définie.



Source : Banque Centrale Européenne

En Angleterre, la banque centrale britannique n'a pas encore réagi au premier semestre par rapport aux conséquences éventuelles du Brexit. Le statu quo a été pour le moment privilégié mais les anticipations de hausse des prix, provoquée par la baisse de la livre sterling, risquent de changer la donne.

◆ La perspective nationale

En France, la croissance est attendue à 1,6% en 2017, en léger mieux par rapport à 2016.

Le président de la république, Emmanuel MACRON, nouvellement élu, a commencé à bousculer les codes établis dans les institutions. Dans le domaine économique, en visant à faire gagner le pays en compétitivité par des politiques de dérégulation prônées par l'Europe, notamment sur le marché du travail, il existe un fort risque de crispation des citoyens déjà largement affiliés contre l'orthodoxie européenne.

En outre, la situation financière du pays ne permettant pas de dégager toutes les marges de manœuvre prévues selon l'exécutif, pour 2018, 20 Md€ d'économies ont été annoncées et 850 M€ de reliquats seront gelés dès 2017.

Les premières victimes du resserrement budgétaire seront les collectivités. Ainsi 13 Md€ d'économies leur ont déjà été demandés sur la durée du quinquennat, après 50 Md€ précédemment perdus au cours de la mandature Hollande.

La révision annoncée de la fiscalité locale, en réduisant l'autonomie des collectivités, ne facilitera pas l'investissement public. A La Réunion, où l'économie en général et le BTP en particulier dépend essentiellement des transferts et de la commande publique, les moteurs de la croissance risquent de ne plus trouver suffisamment de carburant.

L'Observatoire Régional de l'Economie

L'Observatoire Régional de l'Economie met en œuvre un dispositif de suivi et d'anticipation quant à l'évolution des différents secteurs économiques de l'île de la Réunion. Les activités de l'observatoire permettent aux décideurs, aux institutionnels et au grand public d'obtenir des informations actualisées, de repérer les opportunités de développement et de favoriser une vision à long terme, relatives à l'économie réunionnaise intégrant ses dimensions sociétales et environnementales.

Les actions de l'observatoire s'organisent autour de quatre priorités :

- Collecter, agréger et produire des données stratégiques territoriales
- Analyser les dynamiques économiques et conjoncturelles
- Suivre et évaluer les politiques territoriales (programmes et plans d'aides)
- Intervenir en appui aux missions transversales (innovation, attractivité,...)

Pour en savoir plus : www.nexa.re/observer-la-reunion

Les indicateurs conjoncturels et le baromètre des dirigeants sont accessibles en ligne.

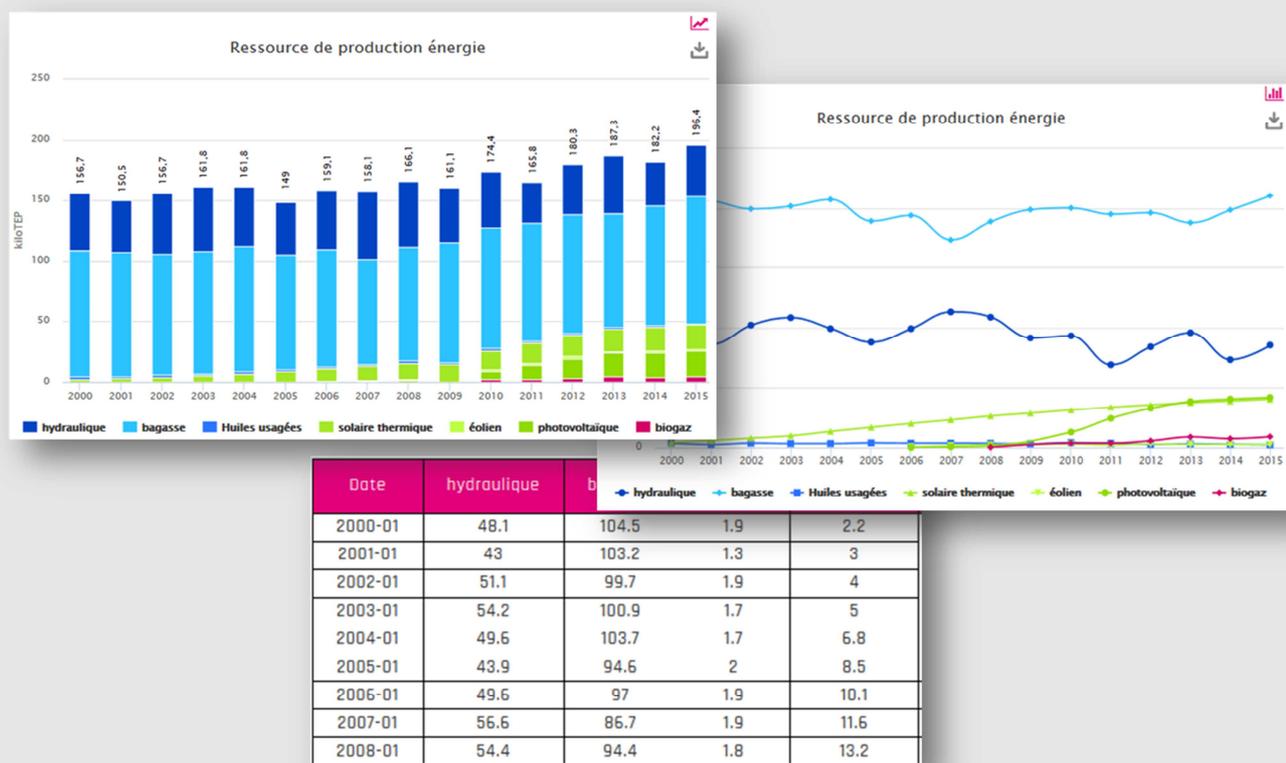
Nexstat - Open Data La Réunion

nexstat
OPEN DATA LA RÉUNION

A travers sa mission d'observatoire de l'économie régional, NEXA organise le recensement, la collecte, le traitement et la centralisation de données socio-économiques récoltées auprès de différents organismes producteurs statistiques.

Dans une optique de centralisation des informations, afin de réduire le fractionnement des données et permettre une accessibilité facilitée, NEXA souhaite mettre à disposition d'utilisateurs potentiels un portail de données ouvertes (Open Data).

L'intérêt est de fournir à un large public, des données libres de droits pouvant être extraites et réutilisées à des fins d'information, de recherche ou de support de développement d'activité.



Pour en savoir plus : <http://www.nexstat.re>

NEXA Agence Régionale de Développement, d'Investissement et d'Innovation

VISION

En tant qu'accélérateur de projets de La Réunion, NEXA a pour rôle d'accompagner le développement économique du territoire et d'en accroître l'attractivité.

L'action de NEXA vise à renforcer la compétitivité et la durabilité de l'économie réunionnaise dans les domaines piliers de la stratégie régionale :



Agroalimentaire



Numérique



Energies renouvelables
Environnement



Tourisme

DES MÉTIERS INTERCONNECTÉS

Pour assurer ses missions, NEXA s'appuie sur des métiers interconnectés et centrés sur la prospective, l'animation de réseaux, la veille, l'ingénierie de projets, la mise en œuvre d'actions de promotion et la contribution à la structuration de nouvelles filières.



Reunion Island, your future !

Un projet ? Contactez-nous ...

62, Boulevard du Chaudron - BP 60030 - 97491 Sainte Clotilde Cedex
Tél. +262 262 20 21 21 / Fax +262 262 41 00 26
contact@nexa.re / www.nexa.re

